



ASIE/INDONESIA - Selon un centre d'études musulman, « il est possible de sauver les églises des mains des groupes radicaux islamiques »

Djakarta (Agence Fides) – Sauver les églises chrétiennes en Indonésie de l'influence et des attaques des groupes islamiques radicaux est nécessaire et possible : c'est ce qu'affirme un nouveau rapport publié par la Paramadina Foundation, organisation musulmane de la société civile, engagée dans la promotion de la tolérance religieuse. La recherche, intitulée « La controverse relative aux églises dans le Grand Djakarta » et parvenue à l'Agence Fides, apporte des éléments sur les facteurs qui génèrent des relations interreligieuses constructives, analysant les situations dans lesquelles les églises chrétiennes non seulement ont reçu le permis de construire mais également le fait qu'une fois construites, elles sont devenues un facteur d'enrichissement et de socialisation positive pour l'ensemble de la société.

Le rapport se réfère à la controverse bien connue concernant la Yasmin Church, appartenant à l'église presbytérienne qui a reçu un permis de construire à Bogor mais qui, du fait de l'opposition de groupes extrémistes islamiques, n'a pas encore été construite (voir Fides 28/11, 29/09 e 23/07/2011). La zone de référence est la mégalopole de Djakarta faite de grands faubourgs tels que Bogor et Bekasi où prospèrent les groupes islamiques radicaux.

Les histoires positives narrées dans le Rapport – qui illustre 13 cas – mettent en évidence trois facteurs cruciaux. Le premier facteur est le soutien de la part du gouvernement local et de la police. Dans le cas de la « Terang Hidup Church » (toujours propriété de chrétiens presbytériens) à Djakarta, la police locale a facilité le dialogue entre le comité de construction de l'église et les groupes qui s'y opposaient.

Le deuxième facteur est le soutien des élites religieuses. Par exemple, dans le cas de l'église catholique de Saint Michel, à Bekasi, le comité de construction de l'église a obtenu le soutien d'un responsable musulman local qui jouissait d'une grande confiance au sein de la communauté environnante. L'approche ainsi adoptée et les bonnes relations existantes ont permis au projet d'avoir une issue favorable.

Le troisième facteur est un vaste dialogue avec la communauté musulmane de la zone afin de souligner que l'église « ne sert pas au prosélytisme envers les musulmans mais à faire en sorte que les chrétiens de la zone puissent disposer d'un légitime lieu de culte ». Par exemple, lorsque l'église catholique de Saint Albert de Bekasi était en construction, la commission chargée de la construction a invité les communautés voisines, les fonctionnaires du gouvernement local et la police à une série de rencontres. Cette approche a convaincu les communautés locales à ne pas entraver la construction de l'église en question.

« Ces trois facteurs fondamentaux pour préserver les bons rapports entre la majorité et les minorités religieuses – explique le Rapport – devraient faire l'objet d'une ample publicité. Le schéma en question pourrait en outre s'appliquer à la création de mosquées dans le cadre de communautés à majorité chrétienne ». Le texte, envoyé à Fides, conclut : « Le gouvernement central devrait déduire de cette recherche les moyens permettant de mitiger les conflits causés par la construction d'églises et de défendre la Constitution indonésienne qui garantit la liberté religieuse ». (PA) (Agence Fides 09/02/2012)